

des classes, la plus forte individualisation des rapports sociaux et la perte de l'autorité attachée au statut de professeur amènent les jeunes enseignants à développer une conception relationnelle du rapport pédagogique, l'ouvrage met en évidence la persistance de la discipline comme facteur clé dans le « choix » de ce métier et comme ressort de l'identité professionnelle. Ce faisant, il remet aussi en cause les « petites mythologies » dont l'enseignement fait bien souvent l'objet, tels que sa vision comme vocation ou encore l'idée d'un « malaise » enseignant face auquel les membres de cette profession seraient tous égaux et sur lequel ils auraient peu de prise. Plus précisément, cet ouvrage a le mérite de souligner la dimension subjective, dynamique et construite des expériences et identités professionnelles enseignantes, dans un contexte où l'ordre scolaire aurait perdu son caractère immanent. Il montre que l'incertitude pédagogique constitue le pendant, bien souvent invisible pour le grand public, de la stabilité statutaire dont bénéficie, en France, cette profession. Ce faisant, cette sociologie « configurationnelle » ou « relationnelle » de la profession enseignante révèle que, même lorsque les cadres d'action sont fortement régulés, il y a toujours place pour une dynamique de négociation, qui dépend des ressources dont disposent les enseignants et du bricolage identitaire que ces ressources alimentent.

En mobilisant cette approche, l'auteur développe une sociologie du travail enseignant qui rompt avec les théories de la socialisation, sans toutefois nier les effets institutionnels et sociétaux avec lesquels les membres de cette profession doivent composer. On regrettera toutefois deux choses. D'une part, une perspective socio-historique aurait davantage permis de relativiser le caractère récent de certaines des difficultés auxquelles sont confrontés les enseignants. D'autre part, si l'ouvrage évoque l'origine sociale des enseignants et la féminisation de la profession, la question des rapports sociaux (de sexe, de classe ou encore ethniques) est assez rapidement évacuée. C'est assez étonnant dans la mesure où, selon cet ouvrage, « les actions s'appuient sur des dispositions et mobilisent des ressources dont les individus sont inégalement dotés et [...] elles s'inscrivent dans des contextes prédéfinis » (p. 7). L'accès aux ressources de tout type est contraint par ces appartenances de genre, de classe et ethnique et les enseignants ne sont donc pas tous égaux face à leurs élèves. Il est dommage que ces aspects n'aient pas été davantage développés. Au-delà de ces réserves, on retiendra ici de cet ouvrage sa contribution précieuse, parce que méthodique et nuancée, à l'analyse du travail enseignant.

Marie-Pierre Moreau

*School of Education (Froebel College), University of Roehampton,
London SW15 5PJ, Royaume-Uni*

Adresse e-mail : Marie-Pierre.Moreau@Roehampton.ac.uk

Disponible sur Internet le 31 mars 2016

<http://dx.doi.org/10.1016/j.socotra.2016.03.005>

Devenir élue. Genre et carrière politique, M. Navarre. Presses universitaires de Rennes, Rennes (2015). 258 pp.

À l'heure de la progression, sous l'impulsion de textes législatifs, de la parité en politique, ce livre examine comment le genre façonne les rôles et carrières politiques. Dans de multiples registres, tels les responsabilités exercées, les activités privilégiées, les missions valorisées, les conceptions du travail, les écarts entre femmes et hommes élus dans les mêmes assemblées sont observés. Ce volet, classique, est complété par une analyse des évolutions de ces différences de genre sous l'effet de la socialisation professionnelle : comment les conduites des élues évoluent-elles au cours du temps, avec l'accumulation d'expériences, l'accès à différents mandats, la

familiarisation aux codes et normes du métier, la progression dans la carrière? Ces deux pans de l'analyse s'articulent dans une problématique structurante : si les rôles politiques sont genrés — c'est-à-dire construits pour des hommes en référence à une masculinité dominante et structurés par des stéréotypes de genre — alors celles et ceux qui détiennent un mandat politique en font des expériences dissemblables, qui orientent leurs carrières politiques de manière spécifique selon le sexe.

Pour développer ce programme, Maud Navarre a mené une enquête en Bourgogne, auprès d'élus des assemblées locales (régionale, départementales et municipales). L'analyse comparative des élues et des élus s'appuie sur trois sources principales : un corpus de 262 questionnaires (soit un taux de retour de 13 %) renseignant sur de multiples dimensions des parcours biographiques et des manières d'exercer les mandats ; des observations directes de meetings électoraux et de séances d'assemblées plénières permettant de saisir le poids des stéréotypes de genre dans les relations directes entre pairs ; des entretiens approfondis destinés à comprendre les socialisations professionnelles résultant des prises de rôle et à en apprécier les effets sur les rapports au métier et à la carrière.

Les sept chapitres du livre sont présentés comme autant d'étapes du parcours politique des élus. À la lecture, ce cheminement n'apparaît pas si clairement. Trois dimensions des carrières politiques sont successivement prises en compte : l'accès aux positions politiques, abordé à travers la participation aux campagnes électorales (chapitre 1) et l'exercice de responsabilités dans les exécutifs (chapitre 2) ; l'investissement du mandat, traité à partir des arbitrages entre les facettes du métier (chapitre 3) et les modes d'inscription dans des situations ritualisées comme les séances des conseils (chapitre 4) ; les significations de la fonction, analysées à partir des conceptions normatives de la compétence politique (chapitre 5), des assignations d'attentes au regard d'un modèle du bon élu (chapitre 6), et des représentations éthiques soutenant les engagements politiques (chapitre 7).

Ces développements confirment et actualisent un ensemble de conclusions montrant combien le monde politique est un « système organisationnel genré » (p. 188), traversé par des inégalités récurrentes entre hommes et femmes. Ainsi, lors des campagnes électorales, celles-ci sont perçues comme des auxiliaires et leurs prises de parole publiques sont limitées et canalisées. Au sein des exécutifs, les responsabilités qui leur échoient concernent des domaines d'action secondaires et non stratégiques pour les institutions. Dans le travail quotidien, les élues délaissent et dévalorisent le travail de représentation, associé aux tactiques politiciennes, et privilégient des tâches moins visibles tournées vers la production de politiques publiques. Une certaine conception du métier politique, organisée autour des valeurs de désintéressement, d'altruisme et d'intérêt général, est systématiquement associée aux femmes, cristallisant une « éthique de genre » (p. 201), qui est renforcée par le fait que les élues s'y reconnaissent et s'en réclament. Les effets du genre sur les rôles politiques concernent donc aussi bien les positions statutaires que les ventilations des responsabilités, les appropriations des fonctions, ou les valeurs professionnelles.

Mais les carrières ne sont pas envisagées seulement comme le résultat de mécanismes de différenciation selon le sexe. Maud Navarre les considère aussi comme des parcours de socialisation professionnelle, dont elle interroge les effets sur les rapports aux rôles politiques. Leur repérage repose sur une comparaison entre carrières féminines, développée dans les deux derniers chapitres. Les élues « novices » qui exercent leur premier mandat sont distinguées des élues « expérimentées », parmi lesquelles sont isolées les « professionnelles » qui ont une expérience longue et une certaine notabilité (elles ont été élues à un scrutin uninominal ou en tant que tête de liste). Les effets du genre sont particulièrement marqués chez les novices mais ils s'estompent chez les expérimentées, qui intériorisent le modèle dominant à mesure qu'elles s'installent et

font carrière. Ainsi, la socialisation professionnelle semble effacer les disparités entre femmes et hommes observées précédemment : les élues accumulent de l'expérience, progressent suffisamment dans les carrières et ajustent leurs conduites aux normes professionnelles, genrées. Une différence demeure, dans le fait qu'elles continuent de revendiquer une éthique altruiste qu'elles définissent comme une spécificité féminine. En ce sens ces élues, bien intégrées dans leur monde professionnel, reproduisent les stéréotypes de genre et contribuent à la diffusion de représentations sexuées du métier politique.

Finalement, les effets du genre se combinent avec le poids des expériences des mandats électoraux et de la socialisation professionnelle. Mais pour rendre compte finement de cette articulation, il aurait fallu comparer les différents parcours d'élues avec ceux de leurs homologues masculins, et notamment interroger les effets de l'expérience des mandats électoraux sur les rapports au métier et à la carrière des hommes. En dépit de ce manque, que l'auteur pointe à plusieurs reprises, ce livre montre avec clarté combien la socialisation professionnelle, sur le tas et dans le cours du travail, est centrale pour comprendre la différenciation des carrières... féminines, et peut-être aussi masculines. Ainsi, devenir professionnel de la politique ce n'est pas seulement vivre de la politique ; c'est acquérir une expérience spécifique, adopter des conduites ajustées aux codes du milieu, manifester son adhésion aux normes professionnelles. L'apport de ce livre déborde donc de la question des rapports entre genre et politique, et concerne les processus d'intégration dans le monde professionnel politique, et les modalités de la socialisation politique.

Didier Demazière

*Centre de sociologie des organisations (CSO), UMR 7116 CNRS et Sciences Po,
19, rue Amélie, 75007 Paris, France*

Adresse e-mail : didier.demaziere@sciencespo.fr

Disponible sur Internet le 7 avril 2016

<http://dx.doi.org/10.1016/j.socotra.2016.03.011>

Le genre du mal-être au travail, R. Bercot (Ed.). Octarès, Toulouse (2015). 222 pp.

Comment prendre en compte le genre dans l'étude du mal-être au travail ? C'est à cette question qu'entend répondre l'ouvrage collectif coordonné par Régine Bercot¹. Les liens entre genre, santé et travail ont jusqu'à présent été peu étudiés. R. Bercot en prend pour preuve la difficulté, lors de l'organisation du séminaire, de trouver des chercheurs articulant ces trois notions dans leurs travaux. Si la littérature existante permet de penser l'imbrication entre santé et travail, la dimension du genre est quant à elle peu prise en compte. Il s'agit alors d'identifier le genre des sources du mal-être au travail — défini par opposition au bien-être — et de voir de quelle manière celui-ci se manifeste. S'appuyant sur la définition d'Anne-Sophie Cousteaux et Jean-Louis Pan Ké Shon (Cousteaux et Pan Ké Shon, 2008), le mal-être viendrait des places différentes occupées par les hommes et les femmes dans la division du travail, des « perspectives probables d'avenir » et de leur intériorisation par les acteurs — ou de l'ajustement des espérances aux chances, pour reprendre une expression de Pierre Bourdieu —, ainsi que des conflits qui peuvent advenir entre l'individu et les normes sociales.

¹ L'ouvrage est issu d'un programme de séminaires mensuels tenus en 2013. Il fait suite au premier livre, *La santé au travail au prisme du genre*, tiré du colloque international qui clôtura le séminaire (Bercot, 2015).